

L'ONU DÉNONCE L'IMPUNITÉ DES REBELLES RWANDAIS EN FRANCE

PARIS : LES GÉNOCIDAIRES SUR LISTE ROUGE

Un rapport onusien explosif accuse la France d'être l'une des bases arrière des FDLR, les rebelles hutus rwandais qui sèment la terreur dans l'est du Congo depuis 1994. Un dossier dont *Charlie* dévoile les détails.

Doc. 1



Assassinats, enlèvements, pillages, incendies de villages... On en parle peu en France, mais c'est la vie quotidienne au Nord-Kivu, une région qui subit aujourd'hui encore les contrecoups du génocide de 1994 au Rwanda. Et des intrigues d'une incroyable « Françafrique » (lire encadré). Et pourtant, surprise: depuis dimanche, le téléphone sonne à nouveau entre Paris et Kigali. Pour fêter cette subite et inattendue embellie diplomatique, il serait de bon ton que les autorités françaises dévoilent enfin aux enquêteurs de l'ONU quels sont les lieux de villégiature des correspondants des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) localisés en France. Dans la foulée, on pourra aussi en profiter pour coffrer Callixte Mbarushimana, secrétaire exécutif des FDLR. Et, tant qu'à faire, Emmanuel Ruzindana, commissaire aux Affaires politiques, et Ntambara Nginirshuti, commissaire aux Affaires étrangères. Trois poids lourds des forces rebelles, instamment recherchés par les experts de l'ONU, qui coulent des jours tranquilles dans notre beau pays (voir doc. 1).

Paris pourra surtout répondre à la question pressante des enquêteurs de l'ONU: qui sont les mystérieux propriétaires des 22 numéros de téléphone dont *Charlie* a obtenu la liste? Et que Paris n'a jamais daigné identifier malgré les multiples et pressantes demandes des instances onusiennes.

Y A PAS MARQUÉ FRANCE TÉLÉCOM!

Dans un document daté du 30 juillet 2009, le coordonnateur du groupe d'experts mandaté par le Conseil de sécurité écrit au représentant permanent de la France auprès de l'ONU, son excellence Jean-Maurice Ripert. Par-delà le style on ne peut plus administratif qui convient à ce type de missive affluent des accès d'énervement inhabituels. Il y est notamment déroulé une impressionnante colonne de 22 numéros de téléphone localisés en France qui auraient été utilisés lors de communications avec le commandement rebelle (voir doc. 2). « Une fois de plus, le groupe serait reconnaissant aux autorités françaises si elles pouvaient lui fournir les informations suivantes au sujet de ces numéros... » Une fois de plus... Cette énième demande restera elle aussi sans réponse.

Pourtant, quand on se penche sur ces numéros tellement difficiles à trouver, on se prend à douter de la sagacité des limiers des services français. Ils auraient au moins pu faire un effort pour les quatre numéros qui renvoient... aux standards de Radio France, de TV5 Monde et de RFI. Les dix-huit autres, en revanche, sont plus délicats à traiter. Notamment



ceux dont les propriétaires ont des noms de famille bien connus du TPJR ou d'Interpol. Comme cette personne qui porte le même patronyme que l'ancien directeur de l'usine à thé de Gisovu, condamné par le Tribunal international d'Arusha. Ou cette autre, localisée à Toulouse, qui porte le même nom qu'un ancien lieutenant-colonel des Forces armées rwandaises, réclamé par Kigali pour sa participation présumée au génocide. Simples homonymies? Peut-être, mais une enquête ne serait pas superflue. Au cas où les services français auraient égaré les numéros de téléphone, *Charlie* les tient à leur disposition. Nul doute qu'ils en feront bon usage.

MASSACRES ET LANGUE DE BOIS

Car, à en croire les déclarations du Quai d'Orsay, la France ne ménage pas ses efforts pour aider la justice internationale dans son dur labeur. Le 24 novembre, Bernard Valero, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a martelé, avec beaucoup de conviction, notre détermi-



nation à poursuivre notre engagement en faveur de la paix. « Nous sommes à l'initiative des mesures de sanctions prises par le Conseil de sécurité à l'encontre des FDLR. Nous avons été à l'origine de l'adoption de la résolution 1804 relative à la lutte contre les FDLR... » Bravo. Sauf que, pour l'heure, la France est la première à ne pas s'y conformer en mettant tout son soin à surtout ne jamais répondre aux demandes d'information des experts de l'ONU. Il y a plus d'un an, en novembre 2008, les enquêteurs se sont escrimés à solliciter aux autorités françaises des renseignements concernant le site Web des FDLR dont le fournisseur d'accès OVH SARL se trouve... à Roubaix. Trop compliqué à trouver, sans doute. Les demandes sont restées sans réponse, malgré plusieurs relances de plus en plus courroucées. Cette inertie française a largement laissé le temps aux FDLR de déménager leur site en Allemagne, puis en Grande-Bretagne. De trouver asile chez amen.com et amen.fr, avant de migrer aux États-Unis, où il est, à ce jour, toujours en service. Merci, la France! Sylvie Coma



UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS-ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS-ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE: le 30 juillet 2009

Excellence,

Je vous écris en ma qualité de Coordonnateur du Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo rétabli conformément à la résolution 1857 (2008) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

A partir de ses dernières analyses, le Groupe a pu identifier vingt-deux numéros de téléphone localisés en France, lesquels auraient été utilisés pour des communications courantes avec le commandement des groupes armés mentionnés ci-dessus :

+33.1.441	+33.5.613	+33.6.818
+33.1.564	+33.6.071	+33.6.883
+33.1.564	+33.6.216	+33.6.899
+33.1.564	+33.6.217	+33.8.703
+33.1.767	+33.6.241	+33.9.505
+33.2.388	+33.6.745	+33.6.298
+33.3.863	+33.6.760	
+33.5.612	+33.6.787	

Une fois de plus, le Groupe serait reconnaissant aux autorités françaises si elles pouvaient lui fournir les informations suivantes au sujet de ces numéros :

- L'identité des utilisateurs de ces numéros de téléphone;
- Le statut légal de ces personnes;
- Les détails relatifs au fournisseur de service pour ces téléphones, les modalités de paiement des factures relevant de l'utilisation de ces téléphones, et toute information bancaire sur les personnes ayant la charge des paiements.

Dinesh Mahani
Coordonnateur
Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo
rétabli conformément à la résolution 1857 (2008)
du Conseil de Sécurité des Nations Unies

Doc. 2

L'HÉRITAGE DE LA FRANÇAFRIQUE AU KIVU

Traditionnellement, les rebelles hutus rwandais des FDLR ont toujours occupé une place à part dans le cœur des autorités françaises. Avant, pendant et après le génocide.

En juillet 1994, après la chute de Kigali, c'est l'opération militaire-humanitaire Turquoise qui permettra aux militaires et aux miliciens génocidaires vaincus de se réfugier en masse dans l'est du Congo, dans la région du Kivu. Et en 1996, c'est encore avec l'aval de la France que des mercenaires serbes viendront leur filer un coup de main pour les aider à rentrer au pays afin d'y réinstaller un pouvoir hutu. L'échec de l'opération ne les découragera pas. En 2000, leur obsession de renverser le régime de Kigali les poussera à se regrouper au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'actuel FDLR. Un groupe qui, au fil des recrutements, atteint — aujourd'hui — les cinq mille combattants.

Pour le plan com', la branche armée des FDLR s'est choisi un acronyme glorieux : FOCA, Forces combattantes Abacunguzi, les « sauveurs » ou les « libérateurs » en kinyarwanda. À l'étranger, pour ne pas froisser les âmes sensibles de la communauté internationale, ils ont installé Ignace Murwanashyaka, un chef politique « propre » qui n'était pas au Rwanda pendant le génocide. Mais sur le terrain, les troupes restent aux ordres de Sylvestre Mudacumura, un chef militaire personnellement impliqué dans les massacres anti-Tutsis.

Très actives en Occident, leurs têtes de pont diffusent aujourd'hui des discours de bon aloi sur le « dialogue inter-rwandais » et la réconciliation. Une propagande savamment orchestrée par les leaders du mouvement armé qui, sur le terrain, mettent tous leurs efforts à bloquer le processus de désarmement organisé par l'ONU au Kivu. Une stratégie qui leur réussit.

En début d'année, les opérations militaires du Congo, du Rwanda et de l'ONU pour nettoyer la région se sont soldées par un fiasco. Aujourd'hui, la situation est encore plus sanglante qu'hier. Selon le dernier rapport de l'ONU, « la structure de commandement et de contrôle des FDLR demeure intacte ». Non seulement ils ont regagné leurs positions perdues, mais, en plus, ils en ont conquis de nouvelles. Des « centaines de milliers de personnes » sont sur les routes... Les FDLR sont au mieux de leur forme : dans les sites d'extraction minière, c'est la curée. Coltan, cassitérite, or, ils contrôlent plus de 50 % du commerce de minerais au Kivu. Et, grâce à leur vaste réseau international de financement et de soutien, engrangent plusieurs millions de dollars de bénéfice par an. Autant dire qu'avec un tel pactole, ils peuvent s'offrir quelques cargaisons d'armes.

S. C.

